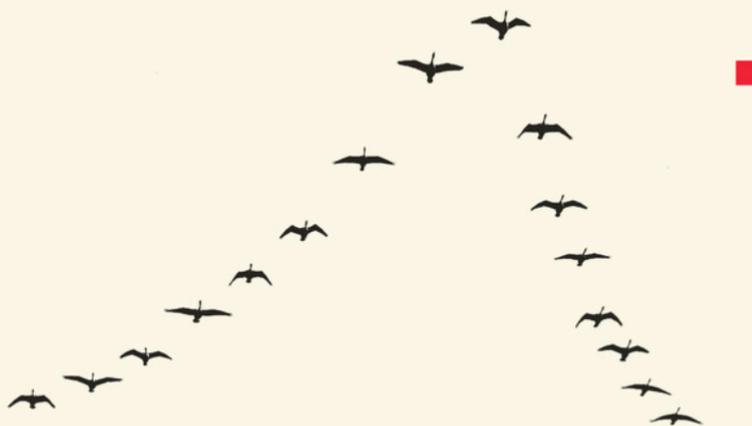


**GUILLAUME
FABUREL**

**INDÉCENCE
URBAINE**

POUR UN NOUVEAU PACTE
AVEC LE VIVANT

CLIMATS



Indécence urbaine

Guillaume Faburel

Indécence urbaine

Pour un nouveau pacte avec le vivant

Flammarion

© Éditions Flammarion, Paris, 2023
ISBN : 978-2-0802-7530-1

À mes chéries,
Anne-Françoise, ma compagne, pour ne jamais,
non jamais, transiger sur le vivant,
et pour la beauté et la joie de vivre avec toi,
Joséphine, notre fille, pour ton irrésistible
force à brillamment, puissamment et tout le temps
comprendre ce qui vit, et pour le bonheur absolu
que cela me procure, nous procure, de te savoir être.

Introduction

Même pour celles et ceux qui en doutaient encore, c'est désormais clair. Les limites planétaires ont toutes, une à une, été franchies. Le climat s'emballé. Le vivant s'effondre. Les écosystèmes sont dévastés. Au point de remettre très directement en question notre devenir sur Terre. Et le temps est plus que compté pour radicalement bifurquer. Tout au plus, une trentaine d'années. La faute à qui ? À nos modes de vie, leur matérialité, aux moyens de les fabriquer, encouragés et entretenus par un système économique capitaliste désormais mondialisé. Or, comme chacune et chacun peut l'observer dans son quotidien, de telles manières de vivre comportent certaines particularités. La première est que les façons d'habiter et de se déplacer, de manger et de se divertir, de faire communauté et société sont, très majoritairement, *urbaines*.

Les villes, au premier chef les plus grandes d'entre elles, se sont en effet affirmées – et de manière accélérée lors des dernières décennies – comme le lieu essentiel de nos existences, le milieu privilégié de nos

vies, le paysage principal de nos géographies. Rares sont celles et ceux qui, à une période de leur existence au moins, n'y ont pas résidé, ne s'y sont pas construits et, pour nombre d'entre eux, n'ont pas cru s'y épanouir. Désormais, plus une journée sans que nous fassions appel à ses équipements et autres commodités de services, que ce soit pour travailler, pour se former, pour se divertir et bien sûr pour consommer.

Pour beaucoup, cette réalité apparaît plus que profitable, la ville symbolisant l'accès de la grande majorité à de meilleures conditions de vie, grâce aux richesses qu'elle concentre, aux innovations qu'elle produit, aux emplois qu'elle fournit. Elle façonne nos manières de nous comporter et de nous socialiser, par la diversité qu'elle propose, le brassage qu'elle permet et, dit-on, la civilité qu'elle façonne. Et – ce n'est pas le dernier point à signaler dans le contexte actuel – avec elle, l'écologie ne serait pas en reste. La concentration urbaine permettrait de belles économies de ressources grâce à la densité des flux dont notre société dépend et optimiserait l'utilisation des surfaces, libérant des terres pour les forêts et l'agriculture.

« Tous urbains ! » Voilà donc le credo dominant, des manuels scolaires à la pensée universitaire, des discours des institutions à ceux des grands médias. Les villes, singulièrement les grandes, seraient notre habitat premier et plus encore notre imaginaire de réalisation, avec, comme nous le verrons, les villes-monde comme emblèmes et la métropolisation comme fleuron.

Pourtant, des ombres ont commencé à apparaître. Le Covid-19 est passé par là, donnant à voir un certain nombre de vulnérabilités. À commencer par celle-ci : plus une ville est grande et plus la diffusion d'un virus y est rapide, du fait de la densité des interactions qui s'y déroulent¹. Même si c'est également une question de types de relations, la proximité des corps est bien la variable première, n'en déplaise aux plaidoyers intéressés de certaines organisations : la Banque mondiale a par exemple affirmé lors de la pandémie que la densité n'était pas un problème², tandis que Nexity et Vinci clamaient en chœur « Vive la densité urbaine ! » après le premier confinement³ et que l'OCDE continue depuis lors à défendre *mordicus* l'intérêt écologique des grandes densités urbaines⁴.

Alors, certes, les effets de la crise sanitaire ont pu varier à l'intérieur même des agglomérations selon l'état de santé des populations, la qualité des services de soin ou encore les niveaux de vie. La pandémie a ainsi mis en lumière ce que l'on ne savait déjà que trop : l'existence d'inégalités béantes et la vulnérabilité des groupes sociaux les plus démunis. Toutefois, selon des travaux nord-américains menés en 2021, une aire métropolitaine ayant deux fois plus de population enregistrait plus du double de cas et de décès dus au Covid-19, à condition de vie, proportion de populations précaires et offre de soins comparables⁵. Plus on est concentré, plus grande est la probabilité d'être contaminé.

En France, la réponse politique principale à la pandémie a pris la forme de couvre-feux et de confinements

successifs. Or n'est-ce pas, là encore, une conséquence des densités urbaines ? Plus on est regroupé et plus les contrôles ont tendance à se renforcer. Voilà en tout cas la réaction des gouvernements glissant lentement mais sûrement sur la pente de la technocratie sanitaire⁶. C'est alors que certaines consciences ont commencé à s'éveiller et que, enfin, la question s'est trouvée (re)posée. Les autorités ont promptement lancé des programmes, sur le fameux exode urbain notamment⁷, et organisé des événements visant à réfléchir sur les devenir dorénavant troublés des grandes agglomérations, avec colloques⁸, conférences⁹ et ouvrages à la clé¹⁰. Même des médias que l'on ne saurait taxer de contestataires ont questionné cette détermination métropolitaine de nos manières de vivre et d'habiter¹¹.

Mais cet intérêt bien tardif porté aux risques causés par les devenir urbains est-il à la hauteur des problèmes posés et des enjeux, sanitaires, certes, mais surtout écologiques ? Lorsqu'on parle par exemple de « contamination par effet de surpopulation des logements » dans les quartiers populaires, qu'est-ce qui est immédiatement proposé ? D'agrandir la surface habitable. A priori, logique. Question de dignité. Cela renverrait à une crise du logement à laquelle il faudrait répondre en en construisant de nouveaux. Évident ? Rien n'est moins sûr. L'Hexagone compte pas moins de 37,2 millions de logements pour 67 millions d'habitants et, parmi ceux-ci, des millions sont vacants, en dehors des grandes agglomérations notamment. Et

alors que l'on continue à en construire 350 000 chaque année, dont 40 % dans seulement 1 % des communes, 6 millions sont largement sous-occupés (contre 600 000 sur-occupés). En fait, pour un habitant supplémentaire chaque année, on met en chantier deux logements. Plus largement, l'équivalent de la surface d'une ville comme New York sort de terre tous les mois à travers le monde. Ne serions-nous pas en train de tranquillement sacrifier la résolution de la crise du vivant au profit de celle du logement ?

Désormais accompagné d'amis rassemblés dans une Société écologique post-urbaine¹² et affublé, dans d'autres sphères, de quelques épithètes plus ou moins flatteuses (« urbaphobe », « pamphlétaire », « réactionnaire », « primitiviste », « khmer vert »), je veux, dans ce nouvel essai, poursuivre la réflexion entamée dans mes deux précédents livres¹³. Il s'agira de continuer à étoffer le travail d'explicitation critique de cette folie que constitue le tout-urbain pour nos vies, mais, plus encore, d'étayer la proposition d'une autre géographie capable de prendre en compte la planète et la vie que nous voulons pouvoir y mener. Tout cela non sans accueillir avec joie en postface plusieurs planches de BD de Sylvain-M Rondet, ainsi que des témoignages de divers lieux de vie et origines sociales. Toutes et tous parlent de conditionnement urbain ou de manières d'habiter plus écologiques. Qu'Alain, Alice Anna, Anne, Anne-Laure, Fabian, Florence, Frédéric, Geneviève, Guislaine, Laura, Nicolas, Paloma, Paul, Renaud, Solo et Sylvie en soient très

chaleureusement remerciées, remerciés. Le propos de ce livre n'engage malgré tout que son auteur, grandement aidé en cela de la relecture essentielle de Vincent Langlois, à qui j'adresse mes plus vifs remerciements.

Je souhaite tout d'abord montrer en quoi cette généralisation de l'urbain, autrement dit la métropolisation du monde, est la cause première, d'ordre « civilisationnel », de l'abîme écologique dans lequel nous sommes collectivement plongés, et dont la pandémie ne fait que témoigner. Cet abîme est celui de l'asservissement irrémédiable de la nature par nos manières très urbaines d'habiter la Terre. Comment en sommes-nous arrivés là, alors même que les premières alertes datent désormais d'une cinquantaine d'années¹⁴ ? La réponse est d'ordre idéologique : on véhicule un imaginaire de démesure et d'illimitation du génie humain que les grandes villes incarneraient. Pourtant, malgré la gravité de ses conséquences, cette idéologie est très peu discutée. Ce n'est évidemment pas un hasard : de nombreux gardiens du temple veillent. Plusieurs sphères d'influence sont impliquées, orientant regards et manières de voir, à commencer par celle à laquelle j'appartiens, l'Université, mais pas seulement, puisque même les mondes militants perpétuent eux aussi bien souvent cette fascination pour les villes. Sans parler, tant c'est patent, des nombreux secteurs de l'économie et de leurs relais politiques qui véhiculent à longueur de journée les discours urbaphiliques les plus échevelés. C'est bien ce qui nous empêche de prendre véritablement

la mesure de cette dévastation dont l'urbanisation orchestre généreusement la réalisation.

Tant que ce discours sera dominant et que le mantra des villes officiera, faire œuvre de critique restera nécessaire. Cependant, cela ne saurait suffire. Il faut aussi, selon l'expression consacrée¹⁵, décoloniser ces imaginaires qui imposent l'urbain comme seule destinée planétaire en perpétuant des croyances forgées dans l'abondance productiviste et l'opulence consumériste des villes, impliquant l'exploitation sans limites des corps et des ressources de la nature, et ainsi ouvrir la voie à d'autres conceptions de l'habiter. La thèse que je développe ici, dont l'énoncé remonte à quelques années, est que nous n'avons d'autres choix si nous voulons enrayer la catastrophe que de décroître en désurbanisant nos vies, en démétropolisant nos géographies. Mais comment faire bifurquer cette trajectoire multiséculaire qui façonne à ce point notre histoire et nos visions du monde, nos formes de vie et systèmes de besoins ? Voilà l'envergure de la question posée.

En fait, il va nous falloir sérieusement nous déconcentrer, et, pour y arriver, repeupler sous conditions des espaces accueillant encore un peu de vivant. Il va nous falloir rapidement relocaliser les activités vitales et ainsi nos productions essentielles, et ce en démassifiant et en démarchandisant nos rapports d'échanges. Il va nous falloir décentraliser réellement nos capacités par l'essaimage d'alternatives, en auto-gérant au plus près de nos puissances de vie. Bref, nous atteler à d'autres manières de vivre, à l'élaboration

d'une autre organisation géographique, en nous appuyant sur des sentiments autrement plus joyeux que ceux auxquels nous condamnons l'inaction écologique devenue à ce point dramatique. Voilà ce qui prodiguerait réellement soin, et accessoirement serait la réponse à la gabegie, aux pénuries dont nous n'avons à ce jour qu'un avant-goût. Une écologie se déployant à travers une nouvelle géographie, celle du vivant cette fois-ci, à mille lieues de celle qui domine aujourd'hui.

Mais comment en arrive-t-on, lorsqu'on est enseignant-chercheur en études urbaines, à défendre la désurbanisation ? D'essence collective, par affinement progressif au contact de nombreux groupes d'habitants¹⁶ et de collectifs promouvant d'autres manières d'habiter¹⁷, ainsi que de travaux de doctorants et d'étudiants¹⁸, cette réflexion prend une certaine distance avec les cages dans lesquelles la pensée géographique occidentalocentrée m'avait bien trop longtemps enfermé¹⁹. Elle puise pour cela dans la géographie anarchiste²⁰ ainsi que dans quelques marges de la géographie française²¹, tout en allant se nourrir d'autres disciplines, l'anthropologie et la philosophie particulièrement. Crime de lèse-majesté ? Envers des collègues continuant à vanter les mérites de l'urbanisme et de son rationalisme, de son capitalisme en sous-main, très certainement. Naïveté ? Peut-être pas, si j'en juge par l'avis des publics étudiants ainsi qu'un foisonnement d'initiatives et d'engagements habitant. À vous de vous faire une idée.

I

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ
DE L'ÊTRE URBAIN

Chapitre premier

Petit livre noir de l'urbanisation

Un monde métropolisé

Il ne fait plus mystère que la diffusion pandémique est étroitement liée à l'urbanisation de la planète et au développement des grandes agglomérations au cours des trente à quarante dernières années. Wuhan, foyer initial du Covid-19, a vu sa population passer de 4 à 12 millions en moins de quarante ans¹, augmentation promue par une croissance aux forceps depuis 2012. Trois mois plus tard, l'épicentre de la pandémie était New York. Modèle de la ville-monde, classée au onzième rang des plus grandes villes sur la planète, elle a vu sa population augmenter de 15 % en vingt ans. Et ainsi de suite pour l'ensemble des foyers planétaires depuis 2020.

En fait, sur les quatre dernières décennies, le développement urbain a densifié les grandes villes à travers un nombre tout à fait impressionnant de projets. Il les a également étendues par un étirement parfois

à perte de vue, avec artificialisation des sols et exploitation démultipliée de l'ensemble des ressources de la nature. Ce développement a généralisé les systèmes de circulation et de flux nécessaires à la satisfaction des besoins concentrés de consommation, au service d'une économie mondialisée à laquelle les grandes villes servent de foyers. Par les concentrations urbaines et leur promiscuité, par les circulations interurbaines et leurs vitesses, la maladie est devenue pandémie en un temps record, comparable à celle de la grippe espagnole de 1918, mais sans son véhicule premier : la guerre mondialisée.

Mais qui pouvait prétendre que ce moment n'arriverait jamais, alors qu'aujourd'hui près de 60 % de la population mondiale, soit 4,4 milliards d'habitants (dont presque 40 % aux États-Unis, en Europe et en Chine), est urbaine, contre 30 % (751 millions) en 1950 ? Cette proportion est même annoncée à 70 % en 2050 par l'ONU, soit entre 6,5 et 7 milliards d'urbains à cet horizon. Six cents villes accueillent déjà plus de 1 million d'habitants. Quant à celles de 10 millions et plus, leur nombre passera de 32 à 45 d'ici 2050. Enfin, on compte déjà 50 agglomérations qui excèdent ce seuil, avec notamment parmi elles celle de 70 millions d'habitants allant de Hong Kong à Shenzhen ou, plus modeste, l'agglomération parisienne pour 10,7 millions de personnes, soit tout de même 18 % de notre population nationale.

Mumbai, par exemple, capitale commerciale du deuxième pays le plus peuplé au monde, avec plus

de 20 millions d'habitants, a vu sa superficie bâtie presque doubler entre 1991 et 2018, perdant ainsi 40 % de son couvert végétal². À Dhaka, capitale du Bangladesh, dont la population de l'agglomération excède là aussi 20 millions, ce sont 55 % des zones cultivées, 47 % des zones humides et 38 % du couvert végétal qui ont disparu dans l'aire urbaine entre 1960 et 2005. Au Moyen-Orient, là où sévit ce que Mike Davis qualifiait de « stade Dubaï du capitalisme³ », des villes de millions d'habitants se déploient à une cadence effrénée, entre démesure de la verticalité, exploitation forcenée et esclavagisme modernisé⁴. Et nous pourrions faire le tour du globe ainsi, en passant bien évidemment par la Chine, avec ses villes champignons (et quelques-unes, telle Ordos, devenues fantômes, avec des immeubles détruits avant même d'avoir été occupés).

« Et la France ? » peut-on se demander. Même si ces chiffres faramineux peuvent sembler sans commune mesure avec ce qui se passe ici, notre pays n'est pas en reste. Du fait d'une transition urbaine propre à notre histoire industrielle et à nos implantations résidentielles, la population urbaine a augmenté de 20 % entre 1960 et 2018, pour officiellement dépasser les 80 % de la population française à cette date, pourcentage toutefois ramené depuis 2020 à 67 % à la suite d'un changement de calcul de l'Insee. Nous reviendrons sur ce changement d'estimation, car il est lourd de signification sur la manière dont les autorités appréhendent de telles réalités.

La population urbaine en France en 2018

Presque **30 %** de la population urbaine en France vivent dans l'une des 22 grandes villes officiellement dénommées métropoles depuis la réforme territoriale de 2014, dont quatre millionnaires en nombre d'habitants et la métropole du Grand Paris représentent plus de 50 % du total.

20 % habitent dans les 222 villes moyennes (entre 20 000 et 100 000 habitants), auxquels, selon les codifications de l'Insee, il convient d'ajouter **6 %** des 160 grandes intercommunalités (nées de la réforme territoriale de 2017 cette fois-ci, visant à toujours plus de concentration).

Près de **20 %** résident dans les 3 000 petites villes (de 5 000 à 20 000 habitants), ou encore dans les 10 000 unités composées de 251 petites villes de proximité (2 500-5 000 habitants), 769 gros bourgs-centres et 1 127 bourgs (1 000 à 2 500 habitants), et les 8 153 villages-centres (500 à 1 000 habitants) que compte l'Hexagone.

Les derniers **5 %** sont à prendre dans les 15 % qui habitent dans les dizaines de milliers de petits villages, hameaux et lieux-dits, mais comptabilisés comme urbains du fait de leur dépendance à l'emploi des agglomérations et

des flux domicile-travail induits, flux qui contiennent aujourd'hui de définir les aires urbaines en France (devenues aires d'attraction des villes).

Mais, plus encore, avec quelques différences entre les continents tout de même – notamment une croissance urbaine vertigineuse en Afrique (la population urbaine y est passée de 14 % en 1950 à 44 % aujourd'hui) et en Asie (de 17 % à 52 %) –, c'est le rythme d'urbanisation qui est là aussi bien plus à considérer. L'urbanisation a crû encore plus vite en France en termes de surface qu'en termes de population par rapport à la moyenne mondiale, en l'occurrence de deux à trois fois plus sur les quarante dernières années. Tout cela sous le même effet, celui des grands projets qui ont bouleversé les paysages urbains, du desserrement des villes ainsi que de la littoralisation des désirs résidentiels sur les pourtours de la Méditerranée puis de l'océan Atlantique. Le desserrement s'exprime notamment à travers l'extension du « périurbain » ou « suburbain » – appellations révélatrices du regard dominant des centres urbains –, qui réunit à ce jour 15,3 millions de personnes. On parle même dorénavant, dans le langage humanisant véhiculé par l'expertise urbaine très installée, de « méga-périurbanisation ».

En fait, si l'on additionne l'ensemble des projets de construction interne aux zones déjà urbanisées et

les avancées des fronts extérieurs, ce ne sont pas moins de 20 000 et 30 000 hectares qui ont été artificialisés chaque année en France durant ces dix dernières années, soit l'équivalent de la moitié d'un département, à 70 % pour le logement. En Île-de-France, le projet du Grand Paris est devenu le plus grand chantier (d'aucuns diront le plus ravageur⁵) de l'histoire de la capitale depuis le Second Empire, avec ses 200 kilomètres de lignes de métro supplémentaires, ses 68 gares à construire, ses centaines d'opérations de densification et de promotion immobilière autour (80 000 logements par an). Bref, la France elle aussi est totalement subordonnée à l'urbanisation, comme d'ailleurs l'Europe entière, où 60 % de la population vit dorénavant dans des villes de plus de 50 000 habitants, et plus largement la totalité du globe, puisque plus de la moitié de la population mondiale vit actuellement dans des villes de plus de 10 000 habitants, seuil retenu à cette échelle pour parler de ville.

Assujettir les corps, domestiquer le vivant : géohistoire de l'urbain

Une longue histoire

Par-delà les visées sociale et culturelle encore souvent associées, la ville a toujours poursuivi deux finalités : l'une économique, l'autre politique. Ces finalités sont même à l'origine de leur apparition, et ce depuis la révolution néolithique, soit il y a un peu moins de dix mille ans, avec les premiers groupements de la

Mésopotamie antique. Économique, tout d'abord, car l'agglomération des corps, par la division du travail et la multiplication des échanges qu'elle permet, a pour effet d'accroître les rendements (et par suite la fécondité) ; en découle tout un ensemble de possibilités marchandes et patrimoniales. Politique ensuite, car de tels groupements ont de tout temps légitimé les institutions et leurs gouvernements, ainsi que leurs administrations, pour la régulation des pratiques et l'ordre des conduites⁶. Les États naissent d'ailleurs historiquement de et pour la ville. Leurs pouvoirs premiers, à savoir garantir le droit de propriété et la fiscalité⁷, assurent l'abondance productive et leur ouvrent des possibilités redistributives pour asseoir leur autorité, que ce soit par la gestion de la main-d'œuvre, de terres ou de rations alimentaires⁸.

La longue épopée des villes est donc le produit simultanément économique et politique d'une domestication : celle du vivant aux fins de subsistance par la naissance de l'agriculture et la sédentarisation, celle des humains aux fins de gouvernance par la naissance de quelques autorités⁹. Son histoire recouvre celle de l'humanité : depuis la Mésopotamie antique jusqu'à la métropolisation d'aujourd'hui, en passant par les comptoirs commerciaux de la Grèce, les capitales de province sous l'Empire romain, les cités-États italiennes de la Renaissance (comme les sumériennes dès l'Antiquité), les villes coloniales des régimes d'empires et les grandes régions minières de la révolution industrielle. Telle est l'œuvre dite « civilisationnelle » de toute

densité urbaine et de son artificialité : systèmes économiques fondés sur l'exploitation et régimes politiques sur la subordination. Domestiquer le vivant, gouverner la société, coloniser la Terre. Force est de le constater, ce processus géohistorique, dont les modalités ont bien sûr évolué, remonte à bien plus loin que le tournant néolibéral incarné par la métropolisation sur les quarante à cinquante dernières années – et même que le récit du progrès servant de destinée à l'ère somme toute récente de la modernité.

Or des effets dévastateurs sur le plan écologique sont sans nul doute à mettre au crédit de cette longue histoire de l'urbanisation du monde :

- Destruction de la moitié des arbres sur Terre en six millénaires. Qui peut prétendre que la construction urbaine n'y est pour rien ?
- Disparition de la moitié des mammifères sauvages en moins de deux siècles. Qui peut croire que la prolifération industrielle des agglomérations y est étrangère ?
- Extinction des deux tiers des vertébrés et de la moitié des insectes en guère plus de quarante années, comme d'un quart des oiseaux en Europe. Qui peut soutenir que la mécanisation agricole induite par les concentrations urbaines n'y joue aucun rôle ?
- À ce jour, 60 % des écosystèmes à l'échelle mondiale sont altérés, avec continents de plastique, épuisement des nappes phréatiques¹⁰... Qui peut

affirmer que l'ascension métropolitaine n'a strictement aucun rapport avec ça ?

L'œuvre du capitalisme fossile

Toutefois, c'est lors de ces deux derniers siècles et plus encore de ces cinquante dernières années que ce mouvement s'est emballé. L'urbain a pris le pli de l'économie de marché, au point d'en devenir la médiation première, et ce par le travail et sa division, par la marchandise et sa consommation, la monnaie et ses étalons, et, bien sûr, par les pouvoirs institués et leur reproduction. Le tout accompagné d'un productivisme (en) béton et d'un extractivisme en rapide généralisation¹¹, qui ont également été au fondement du déploiement industriel de l'urbain dans les pays communistes, d'hier comme d'aujourd'hui¹². « Le communisme, c'est les soviets plus l'électricité », disait Lénine en 1919. Civilisationnel, on vous dit. À la fois machinisme et machinerie intellectuelle¹³.

À l'ère thermo- et techno-industrielle, la grosseur urbaine permet d'écouler nombre de biens produits pour le marché matérialisé par la masse des individus de plus en plus concentrés, auxquels il faut promettre félicité par l'abondance des produits, la sécurité et l'accès aux commodités proposées. Ce sont même ces valeurs d'abondance et de sécurité, vantées lors de tous les assainissements hygiénistes, qui vont permettre aux villes d'incarner le progrès et ainsi de s'affirmer comme foyers premiers du productivisme¹⁴. C'est

ainsi que si la population mondiale a été multipliée par 4,6 de 1900 à 2015, la population urbaine l'a été par 14, la consommation énergétique par 15, l'extraction de matériaux par 12, les déchets par 11 et les émissions de CO₂ par 15¹⁵.

C'est également à cause de cet avènement industriel que, depuis l'Angleterre notamment, les métiers de la terre ont été pliés à la nécessité d'exploiter de manière massifiée et de plus en plus délocalisée¹⁶. Je pense au mouvement des *enclosures*, avec son lot d'expropriations et d'expulsions, qui fonde l'accumulation primitive du capital par la propriété privée de la terre et la productivité visée, comme décrit par Marx. En fait, depuis le déclin orchestré de la paysannerie (en la dépossédant de ses capacités d'autosubsistance vivrière, de jouissance coutumière et de gestion communautaire) jusqu'à l'imposition de l'agriculture industrielle par la grande accélération de l'après-Seconde Guerre mondiale¹⁷, les bras ont été progressivement retirés des campagnes¹⁸, converties de force à la modernité¹⁹. « Les pouvoirs aménagistes ont d'abord mené une guerre contre les usages des terres²⁰ ».

Surtout, une fois les exodes ruraux globalement achevés et les facteurs d'augmentation de la production et de la consommation ainsi assurés par et pour nos sociétés fossiles, par et pour nos démocraties carbonées²¹, avec majoritairement le capitalisme et son illimité pour moteurs²², les métropoles de ces dernières décennies nous ont fait basculer dans un autre temps de cette œuvre finalement millénaire. Elles cherchent à cultiver

en nous, par le moyen d'un marché dorénavant triomphant, chosifiant toutes les ressources du vivant, le désir d'être partie prenante de cette épopée de la « grandeur », actualisant ainsi les *vita activa* – travail, œuvre, action – au fondement de la condition de l'homme moderne et de son détachement marchand de l'habiter de la Terre²³.

La métropolisation ou le devenir néolibéral des villes

La métropolisation est, à ce jour, le mécanisme principal de l'urbanisation planétaire que j'ai commencé à décrire. Elle est engagée depuis une grosse quarantaine d'années, et représente un stade singulier d'une économie de marché désormais globalisée : celui du néolibéralisme²⁴. Ce stade consiste dans le regroupement et la polarisation, au sein des grandes villes, des nouvelles filières économiques dites postindustrielles (de la finance, des services, de la culture, des loisirs, etc.), nécessitant – il ne faudrait pas l'oublier – une industrialisation des Suds pour satisfaire aux besoins urbains dans les Nord. Ce stade implique également la conversion rapide des pouvoirs urbains aux logiques entrepreneuriales de firmes, avec la financiarisation croissante de la fabrique urbaine et la multiplication des partenariats public-privé, dans l'immobilier en particulier²⁵, mais finalement dans l'ensemble des processus de l'aménagement.

Ce stade se lit particulièrement aujourd'hui dans le modèle de la ville-monde décrit par Saskia Sassen

dès 1991²⁶, avec au départ trois exemples (New York, Londres, Tokyo), puis quatre (Paris) et dorénavant une dizaine selon les classements (Beijing, Chicago, Hong Kong, Los Angeles, Séoul, Shanghai, Singapour) et quelque cent vingt autres, leurs épi-gones, les métropoles, qui tentent d'en appliquer les recettes. Le tout, en cumulé, pour 12 % de la population planétaire... mais 48 % du PIB mondial. Tokyo a un PIB supérieur à celui du Canada, New York à celui de l'Espagne, Londres à celui des Pays-Bas, Paris à celui de la Suisse... Il y a donc du capital à fixer et de la « richesse » à produire. À condition de vite grossir.

Et cette logique vaut également, mais dans une moindre mesure, pour la France. Les habitants des 22 villes qui se sont vu attribuer le label métropolitain au cours des dix dernières années (mais qui ne répondent pas toutes aux critères de classements internationaux) représentent un peu moins de 30 % de la population urbaine française pour « seulement » 51 % du PIB national. Il s'est donc agi de donner du pouvoir à ces territoires. Ce fut l'objectif premier de la réforme territoriale de 2014-2015, comme dans de nombreux pays sur les vingt dernières années : créer d'un seul mouvement institutions métropolitaines, grandes intercommunalités et nouvelles méga-régions, passant quant à elles, toujours pour effet de grosseur compétitive, de 22 à 13 en France métropolitaine.

C'est sur ce modèle que la métropolisation rend en fait compte d'un avantage comparatif conquis par ces

épïcètres régionaux que constituent les grandes agglomérations²⁷ : une capacité à articuler des fonctions de commandement (directions d'entreprise) et de communication (aéroports, interconnexions ferroviaires, etc.), à polariser les marchés financiers, des marchés d'emplois de « haut niveau » – que l'Insee qualifie de métropolitains depuis 2002 (conception-recherche et prestations intellectuelles, commerce interentreprises et gestion managériale, culture et loisirs) – et des marchés segmentés et lucratifs de consommation (tourisme, art, technologie...). Il s'agit d'y valoriser « les fonctions économiques métropolitaines, ses réseaux de transport et ses ressources universitaires, de recherche et d'innovation dans le souci d'un développement territorial équilibré », comme le dit très officiellement l'article L5217-1 du Code général des collectivités territoriales.

Mais, tel que déjà évoqué, cette croissance ouvre également bien d'autres fronts d'exploitation, aux fins d'approvisionnements alimentaires et de livraison de matériaux de construction, de fournitures énergétiques... Eh oui, pour satisfaire nos besoins toujours plus concentrés, il faut bien exploiter des ressources toujours plus lointaines et développer des réseaux et équipements toujours plus importants. Voici, après la polarisation en son sein et l'étalement dans ses marges, la troisième réalité de la croissance urbaine, quasiment jamais évoquée lorsqu'il s'agit d'évaluer ses effets : les « hectares fantômes » et leurs « espaces servants », lieux extérieurs aux métropoles leur étant

inféodés car nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. La mécanisation agricole, l'élevage industriel, l'accaparement forestier, l'extraction des matières... pourtant officiellement situés en dehors des villes, sont à mettre très directement à l'actif du développement des agglomérations. À cela vont correspondre la prolifération des grandes exploitations agricoles et des fermes-usines comme *giga factories*, les grands barrages et les centrales énergétiques (avec dorénavant champs d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques), les grandes plantations forestières, ainsi que des plateformes logistiques, des grands centres de loisirs, des *data centers* ou encore des hubs du transport rapide. Le tout pour un équivalent quotidien de 427 esclaves énergétiques de chacune de nos vies occidentalisées très urbaines, c'est-à-dire l'énergie nécessaire à la satisfaction de nos besoins ramenés à la force moyenne d'un adulte en capacité.

C'est ainsi que l'injonction à toujours plus nous concentrer enchaîne nos existences à l'archipel métropolitain mondial, c'est-à-dire à l'ensemble des villes qui contribuent à la direction du monde²⁸. Unicité permise par le productivisme thermo-industriel d'hier. Unicité atteinte par la culture néolibérale de performance et d'opulence d'aujourd'hui. Voici l'aboutissement annoncé dès les années 1960²⁹ du développement capitaliste : la croissance métropolitaine à tout prix, partout. Bâtir et ériger, exploiter et prospérer, et ne jamais y déroger. Et le béton en a été l'arme de construction massive sur le siècle écoulé, véritable

isomorphe de la culture industrielle et capitaliste³⁰.
Mais à quel prix écologique !

Florilège des effets écologiques délétères de l'urbanisation outrancière

Dans le monde

Les concentrations urbaines seraient, si l'on en croit le discours dominant (dont il sera question un peu plus loin), bonnes pour l'écologie et nos environnements de vie. Économie de ressources, optimisation des surfaces utilisées, libération de terres³¹... Et pourtant, occupant seulement 2 % des terres émergées du globe, le fait urbain c'est, à cette échelle, 70 % des déchets, 75 % des émissions de gaz à effet de serre, 78 % de toute l'énergie consommée et plus de 90 % de l'ensemble des polluants émis dans l'air... pour un peu moins de 60 % de la population mondiale³². En entrant un peu dans le détail, concernant les gaz à effet de serre, les grandes villes sont responsables de 60 % des émissions (10 % pour les petites villes) et 25 des 167 plus grandes de plus de la moitié de ces émissions urbaines³³, sachant que la fabrication du ciment plus que nécessaire aux concentrations représente à elle seule près de 10 % des émissions mondiales de CO₂, le double d'il y a seulement dix ans.

En termes d'effets maintenant, 1,7 milliard de personnes vivent d'ores et déjà dans des villes où l'exposition à la chaleur extrême a plus que triplé au cours des trente-cinq dernières années³⁴, aux deux tiers situées

Chapitre 7. Vers une géographie radicalement écologique : l'horizon biorégional	230
<i>Postface illustrée de Sylvain-M Rondet</i>	275
<i>Notes</i>	281

GUILLAUME FABUREL

INDÉCENCE URBAINE

Les grandes villes sont responsables des crises majeures de notre temps. Elles imposent des rapports consuméristes et productivistes au monde sans offrir en retour une écologie à la hauteur de la dévastation orchestrée par l'idéologie urbaine. L'équivalent d'une ville comme New York sort de terre tous les mois dans le monde. Les cent premières villes de France ont trois jours d'autonomie alimentaire. Les métropoles deviennent des fournaies. Et le sentiment de leur invivabilité prévaut chaque jour davantage.

Pour enrayer ce mouvement mortifère, il ne s'agit pas seulement de changer de civilisation, mais de changer ce qu'est la civilisation, de développer la recherche d'autonomie comme mode de vie, dans ce qu'elle recrée de proximité et de solidarités, en faisant le choix d'une autre abondance, celle de la vie. Le monde d'après est là.

Paysanneries revivifiant les ruralités par une agriculture non prédatrice, redéploiement de l'artisanat, multiplication des lieux d'expérimentation, redécouverte de savoirs aujourd'hui discrédités, réappropriation de l'ingéniosité libératrice des individus et des collectifs: tel est aujourd'hui le fondement révolutionnaire d'un nouveau pacte avec le vivant.

Guillaume Faburel est géographe, professeur à l'université Lyon 2 et chercheur à l'UMR Triangle. Il est l'auteur des *Métropoles barbares* (Prix du livre d'écologie politique) et du *Manifeste pour une société écologique post-urbaine* (Le Passager clandestin, 2019 et 2020).